# Communiqué de Presse

Le Directeur Départemental des Finances Publiques, le Maire de Tulle et le Président du Conseil Départemental se félicitent dans la presse de la possible arrivée de services nationaux de la DGFIP, pour remplir les locaux administratifs vacants.

L'intersyndicale Solidaires, CGT, FO et CFDT des finances publiques 19 fait observer :

- qu'il ne s'agit que d'une candidature à un projet,
- que les vacances de locaux sont la conséquence des suppressions répétées de postes ces dernières années (79 emplois depuis 2014), entraînant des fermetures et fusions de services, dégradant ainsi la qualité du service public rendu aux contribuables et aux élus corréziens.

Si pour le Maire de Tulle, ces retours de fonctionnaires sont « *une bonne nouvelle car on va rendre aux villes préfectures ce qui leur appartient, c'est-à-dire la gestion des affaires de l'État au plan décentralisé* », pour l'intersyndicale DGFIP, c'est exactement le contraire puisqu'un service national « parachuté » n'apportera aucune plus-value à la gestion des impôts et collectivités corréziens. En effet, le projet dit de « géographie revisitée », n'a pas été retiré, et la destruction totale du réseau des trésoreries et de l'accueil de proximité qu'elles assurent est toujours prévue, de même que la privatisation de l'encaissement du numéraire et la généralisation de l'accueil exclusivement sur rendez-vous.

Ce projet de « démétropolisation » et son corollaire la « déconcentration de proximité » n'ont d'autre but que de détruire les missions de la DGFIP, faisant ainsi disparaître, outre le service public rendu, l'égalité des citoyens face à l'impôt et la bonne gestion des collectivités locales.

Au final, cette annonce qui arrive durant le Congrès des Maires de France, et à quelques jours du Comité Technique qui actera le nombre de suppressions d'emplois à la DGFiP en 2020, pourrait n'être qu'une opération de communication destinée à faire oublier la réalité du démantèlement des services de la DGFiP.

**Pour continuer la résistance engagée dès février, l'intersyndicale Solidaires, CGT, FO et CFDT, appelle les agents corréziens à se mobiliser massivement par la grève à partir du 5 décembre pour faire échec aux plans Darmanin et Delevoye, destructeurs de la DGFIP et de nos retraites.**